

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

'The Comforts of Married Life': Metis Family Life, Labour, and the Hudson's Bay Company

Brenda Macdougall

SINCE THE 1980S, scholars have sought to understand how the Canadian fur trade shaped the Metis. Less attention has been paid to the impact of Metis concepts of family and community on the nature of their relationship with their employer, the Hudson's Bay Company (HBC). This article focuses on how Metis family structures in the English River District molded the contours of the community's relationship with the HBC in the 19th century. More specifically, only certain families established a relationship with the Company, wherein male servants and their extended families laboured for the HBC in return for wages and/or access to Company resources. The Company's willingness to participate in these types of exchanges with its employees' families cultivated an intergenerational loyalty amongst those Metis, as successive generations were employed by the Company and, in turn, drew upon it as part of their economic resource network. Still, Company officials faced a dilemma. They recognized that these extended families were loyal contributors to the Company's trading successes, but likewise regarded them as burdensome and a drain on precious resources. Throughout the 19th century, the ambivalence of the Company grew, negatively impacting its relationship with once loyal HBC servants and their families. The loyalty of families to the Company was only as strong as its loyalty to them. By the end of the century, as the Company's focus turned to reducing its obligations to families, Metis loyalties also shifted to competing economic ventures, thereby threatening the HBC monopoly in the region.

DEPUIS LES ANNÉES 1980, les universitaires ont cherché à comprendre la manière dont l'industrie canadienne de la fourrure a façonné les Métis. Moins d'attention a été accordé à l'impact des concepts des Métis de la famille et de la communauté sur la nature de leurs relations avec leur employeur, la compagnie de la Baie Hudson. Cet article se concentre sur la façon les structures des familles Métis dans le district du fleuve anglais a moulé les contours des relations de la communauté avec la compagnie de la Baie Hudson du 19^e siècle. Plus précisément, seulement certaines familles ont établi des relations avec la compagnie, alors que les servants et leurs personnes à charge ont travaillé

pour la compagnie pour le salaire et/ou l'accès aux ressources de la compagnie. La volonté de la compagnie de participer dans ce genre d'échanges avec ses employés a cultivé une loyauté intergénérationnelle parmi les Métis, à mesure que des générations successives ont été employées par la compagnie et qui, à leur tour, ont accédé à leur réseau de ressources économiques. Néanmoins, les responsables de la compagnie ont fait face à un dilemme. Ils ont reconnu que les familles des Métis étaient des contributeurs loyaux au succès de la compagnie, mais en même temps, ils les considéraient comme un fardeau économique et une purge de leurs ressources précieuses. Au cours du 19^e siècle, l'ambivalence de la compagnie s'est accrue, influençant de manière négative ses relations avec les servants et leurs familles qui étaient autrefois loyaux. La loyauté des familles envers la compagnie était aussi solide que celle de la compagnie envers les familles. À la fin du siècle, étant donné que la compagnie s'est concentrée sur la réduction de ses obligations envers les familles, la loyauté des Métis a aussi changé pour des entreprises économiques concurrentielles, menaçant ainsi le monopole de la compagnie dans la région.

'Living the same as the white people': Mohawk and Anishinabe Women's Labour in Southern Ontario, 1920–1940

Robin Jarvis Brownlie

ABORIGINAL WOMEN have a long history of paid labour in Canada, yet there is little scholarly writing examining their work experiences. Using enfranchisement case files for the Ontario Indian agencies of Parry Sound and Manitowaning, supplemented by oral histories from the Tyendinaga Mohawks, this article explores the work lives of Anishinabe and Mohawk women in the 1920s and 1930s. Aboriginal women's economic roles involved a continuum of labour ranging from non-cash-oriented subsistence production to commercially-oriented farming, handicraft production, and berry-picking, to wage labour in the capitalist economy. In response to increasing economic hardship on the reserves, First Nations men and women turned increasingly to off-reserve wage labour. While men around Georgian Bay had access to seasonal jobs in lumbering, sawmilling, transportation, and tourism, women faced much more limited employment opportunities in the area. Some responded by moving to towns and cities to work. Further south, the Mohawk women of Tyendinaga could take domestic service jobs and commute from the reserve, or they could move to larger cities to work. For both groups of women, as for women in general, domestic labour was the most common occupation. The Tyendinaga women also had considerable involvement in manufacturing

and migrant farm labour. A few women from both groups were able to finish high school and obtain clerical jobs, which offered better pay and shorter hours. Aboriginal women's occupational distributions were similar to those of other women in the labour force, especially working-class, immigrant, and racialized women. Contrary to today's persistent media images of Aboriginal unemployment, their records and reminiscences reveal lifetimes of hard work, self-support, and self-respect.

LES FEMMES AUTOCHTONES ont une longue histoire de la main-d'œuvre rémunérée au Canada, pourtant il y a peu d'ouvrage érudit qui examine leur expérience au travail. En utilisant les dossiers des cas d'admission au suffrage pour les agences indiennes de l'Ontario de Parry Sound et Manitowaning, auxquels s'ajoutent les histoires orales des Mohawks de Tyendinaga, cet article explore la vie professionnelle des femmes Anishinabes et Mohawks dans les années 1920 et 1930. Les rôles économiques des femmes autochtones ont impliqué une continuité de la main-d'œuvre allant de la production de cultures vivrières de base non axée sur l'argent à l'agriculture axée sur le commerce, au travail d'artisanat, à la cueillette des baies et au travail des salariés dans l'économie capitaliste. En réponse à la difficulté économique sur les réserves, les femmes et les hommes des Premières Nations se sont retournés de plus en plus à la main-d'œuvre en dehors des réserves. Tandis que les hommes de la Baie georgienne avaient accès aux emplois dans l'exploitation forestière, l'industrie du sciage, les transports et le tourisme, les femmes avaient des possibilités d'emploi beaucoup plus limitées dans la région. Certaines femmes avaient choisi de déménager dans d'autres villes pour travailler. Plus au sud, les femmes Mohawks de Tyendinaga pourraient prendre des emplois de services domestiques et se déplacer des réserves, ou elles pourraient déménager dans de plus grandes villes pour travailler. Pour les deux groupes de femmes, comme pour toutes les femmes en général, la main-d'œuvre domestique était la profession la plus courante. Les femmes de Tyendinaga avaient aussi participé au travail de fabrication et à la main-d'œuvre agricole migrante. Quelques femmes de ces deux groupes avaient pu terminer les études d'école secondaire et obtenu des emplois de bureau qui leur offraient de meilleurs salaires et des horaires de travail plus courts. La répartition des emplois des femmes autochtones se ressemblait à celle d'autres femmes sur le marché du travail, en particulier, les femmes de la classe ouvrière, les femmes immigrantes et les femmes d'autres races que les blanches. Contrairement aux images des autochtones au chômage projetées constamment par les médias d'aujourd'hui, leurs dossiers et réminiscences révèlent des durées de vie de travail assidu, d'indépendance et de respect de soi.

The Cultural Economy of Survival: The Mi'kmaq of Cape Breton in the Mid-19th Century

Andrew Parnaby

BY THE MID-19TH CENTURY, the Mi'kmaq of Cape Breton Island, much like the Mi'kmaq on the Nova Scotia mainland, were nearly destitute. The outcome of over two centuries of political, economic, and cultural interaction with Europeans, this condition was exacerbated by the massive influx of Scottish settlers to the island after the end of the Napoleonic Wars – nearly 30,000 between 1815 and 1838. With their lands occupied and access to customary hunting and fishing grounds severely limited, the island's Mi'kmaq population – estimated to be about 500 in 1847 – adopted numerous economic initiatives to stay alive: they pursued agriculture and wage labour, mobilized older skills toward different occupational niches, and maintained, at least to some extent, customary rounds of seasonal resource procurement. This essay examines this evolving pattern of occupational pluralism, and highlights how customary norms, codes, and behaviours provided part of the logic through which the island's Mi'kmaq people made decisions about what to do, economically, to survive. Mid-19th century Cape Breton was a contested place as the forces of immigration and settlement exerted new pressures on Mi'kmaq life. This paper is about that changing context and how the island's indigenous people sought to understand it, negotiate its pressures and possibilities, and blunt its negative effects.

VERS LE MILIEU DU 19^E SIÈCLE, les Mi'kmaq de l'île du cap Breton, comme les Mi'kmaq de la partie continentale de la Nouvelle-Écosse, étaient presque privés de ressources. Résultat de plus de deux siècles d'interaction politique, économique et culturelle avec les Européens, cette condition était aggravée par l'invasion massive des rapatriés écossais sur l'île à la fin des guerres de Napoléon – presque 30 000 entre 1815 et 1838. Étant donné l'occupation de leur terre et l'accès très limité à leurs terrains habituels de la chasse et de la pêche, la population Mi'kmaq de l'île – estimée à environ 500 en 1847 – avait adopté de nombreuses initiatives économiques pour rester en vie : ils cherchaient du travail agricole et salarié, utilisaient des compétences acquises vers de différents niches occupationnelles, et maintenaient, au moins jusqu'à un certain point, certaines ressources saisonnières habituelles. Cet article examine cette conception en évolution du pluralisme occupationnel, et met en vedette les normes, les codes et les comportements habituels par lesquels les Mi'kmaq de l'île avaient pris leurs décisions économiques pour survivre. Le cap Breton du milieu du 19^e siècle était un endroit contesté comme les forces d'immigration et de peuplement ont exercé de nouvelles pressions sur la vie des Mi'kmaq. Cet article met ce changement dans son contexte et explique la

façon dont les indigènes de l'île avaient cherché à comprendre, à négocier ses pressions et ses possibilités, et à émuissier ses effets négatifs.

**'Building the Great Lucrative Fishing Industry':
Aboriginal Gillnet Fishers and Protests over Salmon
Fishery Regulations for the Nass and Skeena Rivers,
1950s–1960s**

Miriam Wright

IN THE 1950S AND 1960S, Aboriginal gillnet fishers protested new state salmon regulations restricting access to the industrial fishery of the Nass and Skeena Rivers in northern British Columbia. Using cannery records, as well as letters, petitions, and statements native people made to the Department of Fisheries, this article examines both the protests and the impact of the regulations that the state introduced in a time of massive structural, economic, technological, and ecological change in the northern fishery. The native fishers' letters suggest that both their Aboriginal heritage and work-centered, class-based identities were shaping their opposition to the state. Those leading the protests were active in other areas of native politics, but also strongly identified as gillnetters, small-boat fishers in an increasingly stratified and competitive fishery. Moreover, native fishers in British Columbia had had a long history of labour activism and organization. This article suggests that understanding the ways these Aboriginal groups navigated between both the colonial and capitalist legacies can provide insights into native politics and experiences in this period.

DANS LES ANNÉES 1950 ET 1960, les pêcheurs autochtones ont protesté contre les nouveaux règlements de la pêche du saumon au filet maillant qui limitaient l'accès à l'industrie de la pêche dans les rivières Nass et Skeena au Nord de la Colombie-britannique. En utilisant les dossiers des conserveries, ainsi que les lettres, les pétitions et les déclarations que les Autochtones ont faites au Département de l'industrie de la pêche, cet article examine les protestations et l'impact des règlements que l'État avait introduit dans une période de changements structureux, économiques, technologiques et écologiques massifs dans l'industrie de la pêche. Selon les lettres des pêcheurs autochtones, l'héritage autochtone et l'identité axée sur le travail et la classe ont façonné leur opposition contre l'État. Ceux qui dirigeaient les protestations étaient actifs dans d'autres domaines de la politique relative aux Autochtones, mais qui s'identifiaient aussi comme pêcheurs au filet maillant et au petit bateau dans une industrie de la pêche de plus en plus stratifiée et concurrentielle.

elle. De plus, les pêcheurs autochtones ont eu une longue histoire d'activisme et d'organisation syndicale. Cet article suggère que la compréhension des moyens par lesquels les groupes autochtones avaient navigué entre les patrimoines coloniaux et capitalistes peut prendre un aperçu de la politique et de l'expérience des Autochtones pendant cette période.

EUGENE A. FORSEY PRIZE

IN CANADIAN LABOUR AND WORKING-CLASS HISTORY



The Canadian Committee on Labour History invites submissions for the Eugene A. Forsey Prize for graduate and undergraduate work on Canadian labour and working-class history.

Prizes are awarded annually for the best undergraduate essay, or the equivalent, and for the best graduate thesis completed in the past three years. The awards are determined by separate committees established by the executive of the CCLH. In the spirit of the journal *Labour/Le Travail* itself, the committees interpret the definition of Canadian labour and working-class history broadly.

Undergraduate essays may be nominated by course instructors, but nominators are limited to one essay per competition. Additionally, authors may submit their own work. Essays not written at a university or college may be considered for the undergraduate awards.

For the graduate prize, supervisors may nominate one thesis per competition or an author of a thesis may submit a copy. Submissions of both MA and PhD theses are welcome. Theses defended on or after 1 May 2005 are eligible for consideration in the current competition.

The Prize is supported by an anonymous donor. With the consent of the late Dr. Forsey's family, the CCLH chose to name the Prize in his honour because of his pioneering work in the field of Canadian labour history. Dr. Forsey was Research Director of the Canadian Congress of Labour and later the Canadian Labour Congress and also served on the committee which founded *Labour/Le Travail*.

The deadline for submissions in the current competition is 1 June 2008. Prizes will be announced in a forthcoming issue of *Labour/Le Travail*. Previous winners of the Prize are listed on the CCLH website. To submit entries to the competition, four copies of essays and one copy of a thesis must be sent to Forsey Prize, Canadian Committee on Labour History, c/o Centre for State and Legal Studies, Athabasca University, 1 University Drive, Athabasca, AB T9S 3A3 Canada.

2007 Forsey Prize Winners

Stephanie Ross, "The Making of CUPE: Structure, Democracy and Class Formation," Ph.D., York University, 2005

Siobhan Laskey, "Employees Under the Law': The Challenge of Industrial Legality in New Brunswick, 1945-1955", undergraduate essay, University of New Brunswick, 2006

PRIX EUGENE A. FORSEY

EN HISTOIRE CANADIENNE DU TRAVAIL ET DE LA CLASSE OUVRIÈRE



Le Comité canadien sur l'histoire du travail (CCHT) sollicite des candidatures de la part des étudiants et des étudiantes des 1^{er}, 2^e et 3^e cycles qui oeuvrent dans le domaine de l'histoire canadienne du travail et de la classe ouvrière.

Deux prix sont accordés annuellement : un prix pour la meilleure thèse ou le meilleur mémoire rédigé au cours des trois dernières années, ainsi qu'un prix pour le meilleur travail rédigé dans l'année par un étudiant ou une étudiante de 1^{er} cycle. Deux comités distincts, mis en place par l'exécutif du CCHT, procéderont à la sélection des lauréats et des lauréates. À l'instar des membres de la rédaction de *Labour/Le Travail*, les comités responsables de l'octroi du Prix définissent l'histoire canadienne du travail et de la classe ouvrière de façon large.

Les professeurs peuvent recommander des travaux d'étudiants et d'étudiantes du 1^{er} cycle, mais ils doivent se limiter à une seule présentation par concours. Les auteurs peuvent soumettre eux-mêmes leur travail. Pour le prix attribué aux étudiants et aux étudiantes du 1^{er} cycle, les travaux réalisés hors de l'université ou du collège sont admissibles.

En ce qui concerne le prix décerné aux étudiants et aux étudiantes des 2^e et 3^e cycles, les professeurs ne peuvent proposer qu'une thèse ou un mémoire par concours, et les auteurs peuvent soumettre leur candidature eux-mêmes. Les thèses et les mémoires soutenus à partir du 1^{er} mai 2005 sont admissibles à la phase actuelle du concours.

Ce prix, dont l'attribution est rendue possible grâce à un don anonyme, vise à honorer la mémoire de Eugene A. Forsey, un pionnier dans le domaine de l'histoire canadienne du travail et de la classe ouvrière, qui a été directeur de recherche au Congrès canadien du travail et aussi au Congrès du travail du Canada et membre du comité fondateur de *Labour/Le Travail*. C'est avec l'assentiment de la famille de feu Eugene A. Forsey que le CCHT a donné son nom à ce prix.

La date limite de présentation des candidatures est fixée au 1^{er} juin 2008. Les noms des récipiendaires seront publiés dans un numéro de *Labour/Le Travail* et les noms des lauréats et des lauréates des années précédentes sont inscrits sur le site Web du CCHT. Les travaux doivent être soumis en quatre exemplaires et les thèses et mémoires en un seul, à l'adresse suivante : Forsey Prize, Canadian Committee on Labour History, c/o Centre for State and Legal Studies, Athabasca University, 1 University Drive, Athabasca, AB T9S 3A3 Canada.

Lauréates du prix Forsey 2007

Stephanie Ross, "The Making of CUPE: Structure, Democracy and Class Formation," Ph.D., York University, 2005

Siobhan Laskey, "Employees Under the Law: The Challenge of Industrial Legality in New Brunswick, 1945-1955", undergraduate essay, University of New Brunswick, 2006